

Questions orales

M. Turner (Ottawa—Carleton): La question.

Mme Copps: N'est-ce pas là un aveu que les faits contenus dans cette étude secrète sont tellement dangereux qu'il ne veut même pas les révéler sur le parquet de la Chambre?

Une voix: De la dissimulation!

L'hon. Harvie Andre (ministre de la Consommation et des Corporations): Non, monsieur le Président, je tiens absolument à ce qu'on examine tous les faits. C'est pourquoi je demande à la députée d'exhorter ses collègues à nous aider à renvoyer le projet de loi au comité pour que nous puissions examiner tous ces faits et qu'elle et ses électeurs sachent qu'il s'agit d'une bonne mesure législative pour le Canada . . .

M. Guilbault (Saint-Jacques): Déposez donc cette information si elle est si bonne.

M. Andre: . . . Elle va contribuer à créer des milliers d'emplois, elle va susciter des fonds abondants pour la recherche, et la députée devraient vraiment l'appuyer.

* * *

LES SERVICES DE GARDE D'ENFANTS**ON DEMANDE UNE MESURE BUDGÉTAIRE**

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre, qui a déclaré à la conférence des premiers ministres qu'il était vraiment déterminé à instaurer un programme de garde des enfants et qu'il était prêt à y affecter des ressources considérables. Je l'en félicite. Vu l'urgence de la crise des services de garde d'enfants dans tout le Canada, le premier ministre créera-t-il une caisse d'urgence fédérale pour les services de garde des enfants dans le prochain budget?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le gouvernement tient effectivement beaucoup à instaurer un programme de garde des enfants. Nous avons collaboré très étroitement avec les provinces à cet égard. Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social tiendra, au début de janvier, je pense, une réunion des ministres compétents pour examiner cette question.

Comme mon honorable amie le sait, cette question doit être réglée conjointement avec les provinces et le gouvernement fédéral fournira le leadership et les ressources nécessaires pour atteindre cet objectif.

Mme Mitchell: Monsieur le Président, il y a des enfants négligés partout dans le pays. Nous avons besoin de mesures dès maintenant. Ces négociations avec les provinces pourraient prendre des années.

ON DEMANDE 320 MILLIONS DE DOLLARS

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Le gouvernement fédéral fera-t-il ce que Katie Cook avait recommandé et affectera-t-il 320 millions de dollars dans son prochain budget pour commencer à s'attaquer à cette crise pendant que les négociations avec les provinces se poursuivent? Nous devons

améliorer et élargir les services de garde des enfants entre-temps.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, mon honorable amie a bien raison de dire que la très importante question des services de garde des enfants a été négligée pendant des années par le gouvernement fédéral. Elle a tout à fait raison.

Mme Mitchell: Qu'allez-vous faire?

M. Mulroney: Mon honorable amie ne sera pas obligée d'attendre des années pour que cette question soit réglée.

Mme Mitchell: Le sera-t-elle dans le prochain budget?

M. Mulroney: C'est une question prioritaire pour notre gouvernement et aussi pour la Chambre, j'espère.

Mme Mitchell: Sera-t-elle réglée dans le prochain budget?

M. Mulroney: Nous prendrons les mesures appropriées pour aider les femmes du Canada.

* * *

L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE**LE COÛT ET LE PRIX DES MÉDICAMENTS**

M. George Baker (Gander—Twillingate): Monsieur le Président, le gouvernement nous dit que le coût des médicaments augmentera pour les provinces, ce qui fait que le projet de loi leur accorde 100 millions pour les dédommager, mais que le prix payé par les citoyens canadiens n'augmentera pas. Pour expliquer cette différence, le ministre nous dit: «La vérité c'est qu'il y a une différence entre le prix et le coût». C'est à peu près aussi limpide que de la magnésie. Je voudrais donner au ministre l'occasion d'expliquer dans une langue simple ce qu'il entend lorsqu'il dit que le coût des médicaments pourrait augmenter pour les provinces, mais que le prix payé par les Canadiens n'augmentera pas?

L'hon. Harvie Andre (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur le Président, je voudrais bien que le député et ses collègues écoutent enfin les explications.

M. Gray (Windsor-Ouest): Alors?

M. Andre: S'ils écoutaient, ils nous aideraient à renvoyer le projet de loi en comité, où je pourrais expliquer les faits et montrer aux Canadiens comment des milliers d'emplois seront créés . . .

Des voix: Oh, oh!

M. Andre: . . . et quels avantages cette mesure législative apportera au Canada.

LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. George Baker (Gander—Twillingate): Monsieur le Président, les Américains ont persuadé le gouvernement d'augmenter le prix des médicaments au Canada. Ils ont persuadé le gouvernement d'augmenter le prix du bois d'oeuvre au Canada. Je demande au premier ministre si le gouvernement n'est pas d'avis que le prix réclamé par les Américains est supérieur à ce que les Canadiens peuvent payer?